

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1420. – PERSONNEL DES INSTITUTIONS**  
**DE L'ASSURANCE CHÔMAGE**

---

AVENANT DU 24 FÉVRIER 2017  
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT AU 1<sup>ER</sup> MARS 2017  
NOR : ASET1750432M  
IDCC : 1420

Entre  
Unédic

D'une part, et  
CFDT  
CFTC emploi

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Dans le cadre du présent avenant et tenant compte des décisions arrêtées lors de la CPN du 24 février 2017 portant sur les salaires, il est convenu des dispositions suivantes :

**Au niveau des augmentations générales 2017**

À compter du 1<sup>er</sup> mars 2017, les valeurs du point-salaire et de la partie fixe sont majorées de 0,9 %.

En conséquence :

- la valeur du point, actuellement fixée à 8,2057 €, est portée à cette date, à 8,2796 € ;
- la partie fixe du salaire, actuellement fixée à 313,1123 € est portée à cette date, à 315,9303 €.

**Au niveau des mesures individuelles 2017**

Par augmentations individuelles, s'entendent uniquement les mesures pérennes constituées par les augmentations de coefficient et les augmentations de l'article 18 de la CCN.

Le ratio définissant l'enveloppe des augmentations individuelles est exprimé en pourcentage de la masse salariale, sur l'année de référence N – 1.

Chaque établissement accorde une enveloppe au moins équivalente à 0,9 % de sa masse salariale propre, de l'année N – 1.

Cette masse salariale de référence s'entend comme l'ensemble des rémunérations brutes de l'année N – 1, hors événements exceptionnels liés aux sorties d'effectifs, à l'exclusion de celles des cadres dirigeants qui font l'objet d'un traitement particulier conformément aux dispositions de la convention collective nationale.

Les mesures ponctuelles constituées par les primes collectives exceptionnelles et les primes individuelles ne rentrent pas en compte dans les dispositions ci-dessus.

Ainsi, leur attribution relève du pouvoir de direction de chacun des établissements.

Néanmoins, le ratio consacré au calcul de l'enveloppe des primes individuelles à attribuer pour 2017, ne pourra être inférieur au ratio ayant déterminé l'enveloppe des primes de l'année  $N - 1$ .

Ces dispositions se substituent, à toutes les dispositions portant sur les mesures salariales individuelles, prises antérieurement par voie d'accords d'établissement, qui sont ainsi annulés et remplacés.

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction des relations du travail, et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes.

Un exemplaire sera également remis à chacun des signataires et son existence sera portée à la connaissance du personnel par voie d'affichage.

Fait à Paris, le 24 février 2017.

(Suivent les signatures.)